

Autour et au-delà du PIB : axe de travail de la chaire « mesure(s) de l'économie » de l'École d'Économie de Paris - Didier BLANCHET et Marc FLEURBAEY (Insee)

Résumé :

Pendant de nombreuses décennies, les critiques de la comptabilité nationale et de ses usages ont surtout été de type externe, venant de l'extérieur du champ de l'analyse économique *mainstream*. Les économistes qui s'étaient penchés dans les années 1940 et 1950 sur les fondements économiques des concepts de la comptabilité nationale avait certes pu constater un certain nombre de leurs limites et principalement le fait que, bien évidemment, ce qu'on appelait à l'époque le PNB ou ne revenu national n'étaient pas des mesures de bien-être, même au sens restreint que les économistes peuvent donner à ce terme. Mais, l'ayant constaté, la pratique s'est néanmoins répandue d'y voir un *input* suffisamment pertinent et important de ce bien-être pour jouer un rôle majeur dans l'orientation des politiques économiques et sociales.

Cette situation a beaucoup évolué. Les interrogations sur ce que mesure vraiment la comptabilité nationale ne sont plus l'apanage d'un courant d'opposition à la croissance et de critique du fonctionnement des économies modernes, elles émanent désormais d'horizons les plus variés, y compris d'économistes plutôt favorables à la poursuite de la croissance, certains d'entre eux reprochant à la comptabilité nationale de plutôt sous-estimer l'ampleur de ses bénéfices, *a contrario* de ses critiques classiques. Après s'en être longtemps désintéressés, de plus en plus d'économistes cherchent désormais à ré-ouvrir la boîte noire du PIB, à interroger ses secrets de fabrication, et à émettre des propositions pour les revoir. La crise sanitaire n'a pas interrompu ce mouvement. Elle a certes rappelé l'utilité d'informer aussi rapidement que possible sur l'évolution des revenus des différents agents économiques, ce qui est le rôle principal qu'on peut assigner aux indicateurs avancés des comptes, mais elle a aussi donné de nouvelles raisons d'aller au-delà de ces constats, qu'on s'interroge sur les rapports entre décrochages constatés de la production et du bien-être, sur la fiabilité de nos mesures de la reprise et, au-delà, sur les enjeux de mesure pour la croissance du monde d'après, dont beaucoup souhaitent qu'elle prenne de nouvelles orientations.

Les comptables nationaux ne peuvent pas rester indifférents à ces mouvements, campant sur la position qu'ils mesurent bien ce qu'ils mesurent, sans qu'il y ait besoin de resoulever la question des fondements théoriques de ces mesures, et en considérant que toutes les demandes d'enrichissement des constats économiques et sociaux relèvent d'autres sphères dont ils peuvent rester à distance. Pour bien défendre leur approche, ils doivent être en mesure de bien expliquer en quoi elle reste pertinente, en quoi elle constitue une composante légitime de mesures plus larges du progrès social et d'aider à trouver les clés permettant de l'insérer au mieux dans cet ensemble plus large. La sphère économique au sens usuel du terme n'est qu'une des composantes de ce qui fait la qualité de la vie en société, il faut à la fois s'assurer qu'elle est mesurée correctement, et d'une façon qui se prête bien à la mise en relation avec les autres composantes du bien commun.

Contribuer à ce mouvement de reconnexion est un des objectifs de la chaire mise en place à l'École d'Économie de Paris, intitulée « mesures de l'économie », qui comprend deux axes : un axe « autour et au-delà du PIB » et un deuxième axe « *nowcasting* » qui s'intéressera plutôt au *timing* de la mesure, avec les possibilités offertes par de nouvelles techniques de diagnostic conjoncturel fondées, entre autres, sur les nouvelles sources de données que la crise a donné l'occasion d'explorer. La présentation détaillera la façon dont le premier de ces deux axes envisage de se positionner : à la fois « autour du PIB » pour aider les comptables nationaux à mieux aborder un certain nombre de questions précises auxquelles ils sont confrontés dans leur pratique quotidienne, et « au-delà du PIB », pour contribuer à la recherche d'indicateurs aussi inclusifs que possible du développement.